

"Le plan Schuman" dans Luxemburger Wort (20 juin 1950)

Légende: Le 20 juin 1950, le quotidien luxembourgeois Luxemburger Wort examine l'importance de la mise en commun des productions de charbon et d'acier de la France, de la République fédérale d'Allemagne, de l'Italie et du Benelux sur le plan européen.

Source: Luxemburger Wort. Für Wahrheit und Recht. 20.06.1950, n° 171; 103e année. Luxembourg: Imprimerie Saint-Paul. "Der Schuman-Plan", p. 1.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/le_plan_schuman_dans_luxemburger_wort_20_juin_1950-fr-bce869c2-0188-48e1-8d1c-87ccf57b7e93.html



Date de dernière mise à jour: 06/07/2016

Le plan Schuman

Ce plan est aussi audacieux que réaliste. Il a mûri dans l'esprit d'un politicien déterminé, qui, en tant que lorrain, a vécu plus intensément que d'autres les désordres et les conséquences de la guerre entre l'Allemagne et la France et qui, après la troisième à laquelle sa génération a pris part, n'est pas devenu ministre des Affaires étrangères de la France tout à fait par hasard.

À première vue, son plan est économique, mais sa finalité est politique. Ce n'est pas la première fois dans l'histoire qu'un grand bouleversement politique est d'abord préparé économiquement. Néanmoins, ce plan ne préconise aucune annexion mais un accord politique libre fondé sur une large base européenne. Robert Schuman a raison de vouloir d'abord, dans l'optique de Strasbourg, créer l'Europe en tant qu'entité, dès que l'accord franco-allemand sera conclu. Au regard de la carte géographique, qu'est-ce que finalement l'Europe de ce dit Conseil? Que représente-t-elle sans l'Union soviétique, sans les démocraties populaires! Elle n'en représente que la moitié! Et que serait-elle sans l'Allemagne, hormis une zone avancée de l'Europe, un tremplin entre l'ouest et l'est, un serviteur tiraillé entre deux maîtres! L'Allemagne et la France en tant que tels dans l'Europe libre forment déjà sa colonne vertébrale, sa tête et ses poumons. L'accord franco-allemand du charbon et de l'acier relatif à la fusion de cette industrie en constitue la côte, à partir de laquelle Schuman veut créer les nouveaux Européens.

Schuman considère la cessation des batailles économiques et le contrôle international de la grande industrie comme la condition préalable à la création d'une autorité supra-européenne. Une autorité qui ne signifie pas l'abandon ou l'uniformisation des systèmes internes et politiques dans les différents États. Schuman fait un pas que Strasbourg aurait voulu faire, mais, lorsqu'il aurait été discuté en Assemblée plénière, l'idée européenne ainsi que le Conseil auraient tourné court: à Strasbourg, les travaillistes auraient réagi comme ils l'ont fait après l'annonce du Plan Schuman à Londres, à la différence que les socialistes français et leurs collègues britanniques auraient manifesté leur indifférence et auraient ignoré l'occasion qui se présentait de se réclamer de l'idée européenne et de la justification d'une autorité supra-européenne, comme ils l'ont fait, et ils n'auraient pas pu remettre les idées en place aux travaillistes lors de la conférence de Londres, comme maintenant, selon l'adage «noblesse oblige».

D'une certaine manière, on pourrait expliquer et excuser le manifeste du parti travailliste britannique condamnant l'unité européenne par le fait qu'ils s'inquiètent exclusivement de la Grande-Bretagne et du Commonwealth, s'il ne comprenait pas la déclaration douteuse qu'un pool du charbon et de l'acier et, au-delà, une unité de l'Europe ne sont possibles qu'entre pays socialistes. Cette franchise enlève tout leur sens aux beaux mots d'excuse de nos socialistes, selon lesquels la Grande-Bretagne est réaliste et ne bâtit pas des châteaux en Espagne. La Grande-Bretagne a un gouvernement socialiste et les travaillistes craignent en premier lieu un accord dans différents secteurs avec des pays du continent dont la majorité n'est pas socialiste, ce qui accélérerait le processus de recul des travaillistes, d'autant plus que le régime de Attlee et de Morrison a été fortement ébranlé au sein du Commonwealth, en Australie et en Nouvelle-Zélande. Aujourd'hui, ces derniers sont plus éloignés du socialisme travailliste et de la Grande-Bretagne que le continent des falaises de craie sur l'île de Rügen.

La fusion de l'industrie européenne du charbon et de l'acier, telle que Schuman l'a planifiée, permet à tous les pays membres de n'en tirer que des avantages, sans être tenus dès le début de créer une unité politique européenne succédant au pool du charbon et de l'acier et de mettre en place un gouvernement supranational européen avec un Parlement européen remplaçant l'autorité du pool.

Pour le moment, on ne peut que tirer profit du pool de l'industrie de base, étant donné qu'une organisation du marché dans ce secteur en vue du plein emploi, de l'augmentation de la production et de la consommation, c'est-à-dire d'une élévation du niveau de vie des travailleurs, ne représente en fait qu'une solution idéale, rêvée depuis des siècles par les syndicats. Les Britanniques, comme nous l'avons souligné, n'ont aucune raison de craindre une baisse du niveau de vie de leurs ouvriers à la suite de la création de ce pool. On a sincèrement l'impression que les travaillistes redoutent justement le contraire. La cessation de la politique des doubles prix, également prescrite par le plan Schuman, ne serait-elle pas souhaitable pour le règlement du marché européen de l'acier?

Au Luxembourg, nous sommes les mieux placés pour connaître les désavantages que cette pratique comportait pour la commercialisation à grande échelle. Nous avons tout intérêt à ce que cette situation cesse et que le niveau de vie des travailleurs dans les pays européens producteurs de fer soit élevé. D'ailleurs, la conférence des socialistes européens qui s'est achevée dimanche dernier à Londres a établi dans une résolution inscrite dans la lignée des idées de Schuman, la nécessité de faire en sorte que le standard atteint par les États européens progressistes devienne une norme générale, afin de parvenir à une élévation du niveau de vie au sein des industries européennes de matières premières. Une petite question à nos socialistes: de qui parle-t-on, lorsqu'il est question du standard des États progressistes! Donnez-nous une explication, s'il vous plaît! Si cela devait poser problème, nous nous contenterons d'une petite précision sur l'explication de Mme Perle Mesta avant son départ de New York.

Le pool du charbon et de l'acier de Schuman est fondamentalement différent des textes précédents relatifs à l'acier. Ce n'est pas une affaire privée, mais une affaire d'État. Nous ne comprenons pas pourquoi les socialistes y sont opposés et pourquoi le gouvernement travailliste se heurte aux autorités de la CECA, tandis qu'il propose une commission de représentants gouvernementaux, dont la décision n'est obligatoire que si elle est adoptée à l'unanimité.

Ce serait une application du principe suspect du veto dans ce domaine de la collaboration européenne. Ce serait le triomphe des soviétiques. Le travail du pool de l'acier serait tout aussi illusoire que celui du Conseil de Sécurité.